



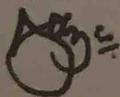
DECLARATION POLITIQUE CONJOINTE DES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES SOUTENANT LA CANDIDATURE DE MOISE KATUMBI

1. Les plateformes politiques G7 et AR ainsi que les représentants de la société civile qui soutiennent la candidature à l'élection présidentielle de MOISE KATUMBI CHAPWE, se sont réunis sous son leadership du 03 au 05 août 2017, en vue d'évaluer la situation politique, sécuritaire, économique et sociale en République Démocratique du Congo, d'ajuster leur stratégie pour la réussite de leur combat politique en vue de l'alternance démocratique et d'actualiser le programme commun de redressement du pays.
2. A ce sujet, les participants ont dressé un bilan extrêmement négatif de la situation générale du pays à tous les niveaux.
3. Sur le plan politique, M. Joseph KABILA, devenu illégitime depuis l'expiration de son second et dernier mandat, est résolu à se maintenir au pouvoir par la violence et le chaos. Ainsi, il poursuit son œuvre de destruction de la République et de dislocation de la Nation congolaise par la violation massive et systématique des droits de l'Homme, les restrictions abusives des libertés publiques, la confiscation de l'espace politique, la répression sanglante des opposants et des mouvements citoyens, l'instrumentalisation des institutions et particulièrement de la Justice.
4. Dans ce contexte, les participants ont condamné fermement les assassinats ciblés de plusieurs de leurs cadres et sympathisants dont Etienne MWAMI, Henri SHAMAMBA, DELEMA KAMWENDIYA et Frederick BIFUKO MAISHA. Ils ont également dénoncé les arrestations arbitraires ainsi que le maintien en détention des prisonniers politiques dont Jean-Claude MUYAMBO, Franck DIONGO, Huit MULONGO, SAA SITA et des centaines de militants innocents dont la dernière vague enregistrée le 31 juillet dernier. Ils exigent la libération immédiate et sans condition non seulement des personnes précitées mais également de tous les Congolais arbitrairement détenus dans les geôles du pouvoir.
5. De même, les participants ont stigmatisé le harcèlement dont est victime l'honorable Gabriel KYUNGU WA KUMWANZA qui est pratiquement séquestré dans sa résidence depuis plusieurs mois et interdit injustement de tout mouvement en dehors de la ville de Lubumbashi.
6. Par ailleurs, les participants somment Joseph KABILA et ses partisans de mettre fin à la mascarade judiciaire, motivée par des raisons bassement politiques, contre Moïse KATUMBI dans le seul but de l'empêcher de participer à l'élection présidentielle, comme l'a démontré le rapport de la Commission d'enquête de la CENCO sur la décrispation politique. Ils exigent le retour au pays, en homme libre, de Moïse KATUMBI CHAPWE, ainsi que l'a demandé, du reste, le Comité des Droits de l'Homme des Nations Unies.
7. En outre, les participants ont relevé que dans son souci de se maintenir au pouvoir en violation de la Constitution et des lois de la République, Joseph KABILA s'emploie à défier le peuple congolais en voulant changer la Constitution et le mode électoral.

M. Katumbi

N

8. Sur le plan économique et social, les participants ont déploré l'hypothèque que fait peser le blocage politique sur la situation économique, la faillite du pouvoir, englué dans l'affairisme, la gabegie financière, la corruption, le clientélisme et la privatisation de l'Etat, sans aucun sens de l'intérêt général pour des populations auxquelles le régime de Joseph KABILA est incapable de garantir un minimum vital.
9. Ainsi, déjà appauvris, les Congolais sont victimes du pillage des ressources nationales à une échelle jamais connue. L'enrichissement scandaleux de la famille présidentielle, tel que l'attestent les récentes enquêtes des experts du Groupe d'Etudes sur le Congo et de BLOOMBERG, contraste gravement avec la misère noire dans laquelle vit l'immense majorité des Congolais.
10. La prédation a été érigée en mode de gouvernance, comme le prouvent les comptes bancaires personnels bien garnis de certains dirigeants congolais, fruit du détournement massif de l'argent du Trésor public. Alors que la vie est devenue un enfer pour l'écrasante majorité des Congolais, confrontés à la hausse vertigineuse des prix des biens de première nécessité consécutive à la dépréciation incontrôlée de la monnaie nationale, la famille KABILA et une poignée de privilégiés du régime vivent dans une opulence insolente.
11. Désormais, privés de plus de la moitié de leurs maigres salaires, les fonctionnaires et agents de l'Etat sont dans une situation de précarité insupportable. Les participants s'associent à leur lutte et exigent le réajustement de leurs rémunérations.
12. Au chapitre sécuritaire, le scénario du chaos en cours d'exécution a été savamment préparé et planifié. Ainsi, le pouvoir organise et entretient des zones d'insécurité avec comme conséquences le massacre de milliers d'innocents dans les Kasai jetés dans plus de 80 fosses communes, les tueries récurrentes dans l'Est du pays, le déplacement de millions de personnes et l'exil de nombreux Congolais (50.000), exposant ainsi à une malnutrition sévère plus de 800.000 enfants. L'instrumentalisation des identités tribales par le pouvoir pour opposer les communautés à des fins d'épuration ethnique est aujourd'hui établie.
13. L'insécurité urbaine est en forte recrudescence avec la complicité du pouvoir qui accueille en triomphe des criminels de guerre et organise les évasions spectaculaires de prisonniers par milliers notamment à Kinshasa capitale de la République. Attaques à mains armées, hold-up, agressions et enlèvements sont devenus le lot quotidien des Congolais.
14. Ce tableau du désordre politique, sécuritaire, économique et social délibérément créé plante le décor de l'Etat d'urgence qui n'a pour but que d'empêcher la tenue des élections, mettant ainsi en péril la paix civile et la démocratie chèrement conquises.
15. Au regard de cette situation, les participants, à la suite du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, en appellent à la mobilisation générale afin de faire barrage aux tentatives de révision de la Constitution, de tenue d'un référendum et de changement des modes de scrutin.
16. Les participants invitent la population congolaise à la plus extrême vigilance. Ils adressent une mise en garde aux députés et sénateurs congolais qui seraient tentés de se compromettre dans la manipulation des lois pour pérenniser la dictature. Une telle trahison de leur part serait immanquablement sanctionnée par le peuple.



17. Plus que jamais, les participants, en parfaite harmonie avec le Rassemblement, la CENCO et les mouvements citoyens, insistent sur l'implication de tous et de chacun pour l'application intégrale de l'accord de la Saint-Sylvestre ainsi que pour la publication immédiate du calendrier électoral en vue de la tenue des élections au plus tard le 31 décembre 2017.
18. Les participants rappellent à la CENI son obligation légale de publier le calendrier électoral. Ne l'ayant pas fait dans les délais, elle porte une très lourde responsabilité dans les tensions actuelles. Les participants invitent donc la CENI à cesser d'être complice du régime et à publier sans tarder le calendrier électoral.
19. Les participants demandent au peuple congolais de s'engager massivement dans les actions prévues par la feuille de route du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement en vue de contraindre Joseph Kabila à respecter la Constitution et à débloquent le processus électoral conformément à l'Accord de la Saint Sylvestre et à la résolution 2348 du Conseil de Sécurité des Nations Unies.
20. Autour de leur candidat, l'AR, le G7 ainsi que les associations et personnalités proches de Moïse Katumbi réaffirment leur détermination sans faille à mener aux côtés du peuple congolais le combat pour l'avènement de l'alternance démocratique en République Démocratique du Congo.

Le Congo n'est pas la propriété d'un seul homme.

Il est la patrie et le bien commun de plus de 80 millions de Congolais.

« Debout Congolais ! »

Ne laissons personne nous confisquer notre pays, notre avenir et celui de nos enfants.

Fait à Bruxelles, le 05 août 2017

Les Participants

Pour le G7

Olivier Kamitatu Etsu

Pour l'Alternance pour la République

Delly Sesanga Hipungu

Pour les Plates-formes de la Société Civile

Henri Nkongolo

